

SÉNAT DE BELGIQUE

SEANCE DU 30 NOVEMBRE 1927

Proposition de Loi réprimant pénalement l'émission de chèques sans provision.

DÉVELOPPEMENTS

MADAME, MESSIEURS,

Le chèque, que les *Pandectes* définissent : « un titre à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles » est devenu, dans notre organisation économique et financière, un instrument de paiement de plus en plus utilisé.

C'est la raison pour laquelle le législateur s'en est occupé à maintes reprises. Son but a toujours été de lui assurer toute son utilité et d'en garantir la sécurité.

A cet effet ont été votées :

1° La loi du 20 juin 1873 qui en définit les caractères constitutifs, fixe les règles qui le régissent et décrète son immunité fiscale;

2° La loi du 31 mai 1919 qui crée le chèque barré, remédie aux risques de perte et de vol et donne à la circulation des chèques une sécurité plus grande;

3° De plus, la Commission, instituée le 9 février 1909 par M. De Lantsheere, Ministre de la Justice, et présidée d'abord par M. Beernaert, Ministre d'Etat, ensuite par M. Van Iseghem, premier-président à la Cour de cassation, a élaboré un projet de loi que M. Carton de Wiart, Ministre de la Justice, déposa le 4 mai 1914 sur le bureau de la Chambre des Représentants. Ce projet constituant une codification des dispositions légales concernant le chèque, n'a pas,

jusqu'ici, fait l'objet de l'examen des Chambres législatives.

4° L'arrêté royal du 25 février 1913 qui organise le service des chèques postaux;

5° La loi du 28 août 1921 portant création de nouvelles ressources fiscales, qui, en ses articles 28, 29, 30, frappe du droit de timbre, soit proportionnel, soit fixe, les chèques que l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1873, susvisée, avait exemptés de tout droit de timbre. Seuls les chèques postaux en demeurent exonérés.

Voilà résumée la législation sur les chèques.

A l'examiner de plus près, elle présente une grande lacune.

Pour être un instrument de paiement parfait, il importe, en effet, que des sanctions pénales assurent au chèque une sécurité parfaite. Or, seul l'article 5, alinéa 2 de la loi du 20 juin 1873 contient une disposition à cet égard. Il stipule que celui qui dispose sans provision préalable est passible de la même amende (amende égale à 10 p. c. de la somme exprimée), sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu.

Ces mesures sont, il faut bien en convenir, manifestement insuffisantes quand on se trouve en présence d'un tireur de mauvaise foi.

Ainsi que le constatent MM. Levy-Morelle et Simont dans leur étude sur le chèque (1), la révocation frauduleuse du chèque est malheureusement facilitée en Belgique par l'absence de dispositions pénales permettant d'en poursuivre efficacement la répression.

Il n'arrive que trop fréquemment encore, disent-ils, qu'un individu peu scrupuleux se fasse délivrer une marchandise qui lui est fournie payable au comptant, moyennant la remise d'un chèque, et qu'une fois en possession de cette marchandise, il se hâte de retirer aussitôt la provision du chèque, lorsque celle-ci existe entre les mains du tiré.

Certes, s'il a remis en paiement à son vendeur, un titre non provisionné au moment de son émission, le tireur s'expose en théorie, au paiement de l'amende de 10 p. c. de la valeur du chèque, amende purement fiscale comminée par l'article 5 de la loi du 20 juin 1873 à charge de celui qui a disposé par chèque sans provision préalable, dans le seul but de donner au Trésor des garanties efficaces contre l'extension abusive de l'exemption du timbre. (V. Rapport. *Pasinomie*, 1873, p. 197, note 1.)

Mais cette amende fiscale, du reste inefficace en raison de l'impossibilité où se trouve le fisc d'établir l'absence de la provision au moment de la création du titre, comment empêcher le tireur de s'y soustraire s'il dispose réellement de fonds et s'il se borne après la création du chèque à retirer la provision affectée au paiement de celui-ci?

Rien de plus aisé, en pratique, pour le tireur de mauvaise foi que de procéder immédiatement à ce retrait de fonds, que ce soit en ordonnant aussitôt un virement ou un transfert ou, s'il veut agir avec plus de sécurité encore, en créant simultanément à son profit un titre qu'il s'empressera de faire encaisser.

Les mêmes auteurs font observer que dans l'immense majorité des cas, la plainte que déposera le bénéficiaire lésé

par cette révocation frauduleuse, sera presque aussitôt classée sans suite. Pour quels motifs?

L'article 5 de la loi du 20 juin 1873 déclare que « le tireur qui émet une disposition non datée ou revêtue d'une fausse date, ou qui par une contre-lettre altère le caractère de la disposition est passible d'une amende égale à 10 p. c. de la somme exprimée. Celui qui dispose sans provision préalable est passible de la même amende sans préjudice de l'application des lois pénales s'il y a lieu. »

Quels sont les textes légaux auxquels il est fait allusion en l'espèce? En premier lieu, ceux des articles 496 et 509 du Code pénal. C'est ce qui résulte à toute évidence tant des travaux préparatoires de la loi française de 1865 dont la loi belge du 20 juin 1873 n'est, à beaucoup d'égards, que la reproduction, que de ceux de cette loi elle-même. La création d'un chèque peut, en outre, provoquer des poursuites du chef de faux ou d'abus de confiance. (*Pasinomie*, 1873, p. 197, note 1. NYPELS et SERVAIS, *Code pénal belge interprété*, art. 509, n° 5.)

Les articles 496 et 509 prérappelés sont ainsi conçus :

« ART. 496. — Quiconque, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, ou pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 26 francs à 300 francs.

» ART. 509. — Sera puni d'un empri-

(1) Le Chèque. BRUYLANT, 1923.

sonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 26 francs à 3.000 francs, celui qui se sera frauduleusement procuré des fonds, valeurs ou décharges au moyen d'un effet tiré sur une personne qui n'existe pas ou qu'il savait ne pas être sa débitrice ou ne pas devoir l'être à l'échéance, et qui ne l'avait pas autorisé à tirer sur elle. »

Pour que le délit d'escroquerie soit caractérisé, il faut donc non seulement qu'il y ait eu appropriation de la chose d'autrui, mais encore qu'il ait été fait usage à cet effet de faux ou de fausses qualités, ou de manœuvres frauduleuses de nature à faire croire à un crédit imaginaire.

La jurisprudence et la doctrine s'accordent à reconnaître que par manœuvres frauduleuses il faut entendre non de simples allégations mensongères, même faites par écrit, mais bien un ensemble d'assertions fausses corroborées par des éléments de fait extérieurs et matériels de nature à renforcer la vraisemblance de ces assertions, et que pour apprécier la réalité de ces manœuvres il faut en outre envisager la prévoyance qui appartient communément à la classe dont fait partie celui qui en a été l'objet. (V. Cass. 1^{er} mai 1860, *Pasicrisie*, 1861, I, 241; 20 octobre 1868, *ibid.*, 1869, I, 19; *Belgique judiciaire*, 1868, col. 484; 2 juillet 1872, *Pasicrisie*, 1872, I, 439; NYPELS, Code pénal, t. III, p. 406; NYPELS et SERVAIS, *op. cit.*, art. 496, nos 21, 22 et 40.)

Le simple retrait de la provision même après l'émission du chèque, ou l'émission de celui-ci en l'absence de toute provision, ne peut donc suffire pour établir le délit d'escroquerie dans le chef du tireur. (V. Cass. franç. (ch. crim.), 30 octobre 1903, *Pandectes françaises*, 1904, I, 448; Cass. franç., 8 juin 1912, *Bulletin criminel*, n° 312.)

D'autre part, les dispositions de l'article 509 du Code pénal, quoique évidemment applicables au cas où le tireur se sera procuré frauduleusement des fonds, valeurs (et par ce terme il faut entendre marchandises en général) ou décharges

en procédant à l'émission d'un chèque non provisionné, ne pourront l'être au cas où le tireur se borne à immobiliser ou à dénaturer la provision après le tirage entre les mains du tiré qui est pourtant réellement son débiteur.

Enfin, qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre de ces articles, les dispositions n'en seront applicables que pour autant qu'il soit possible d'établir dans le chef du tireur l'intention frauduleuse de s'approprier directement ou indirectement le bien d'autrui.

Ces considérations que font excellemment valoir MM. Levy-Morelle et Simont justifient l'opportunité de sanctions pénales spéciales. Aussi proposons-nous de compléter la législation sur les chèques par les dispositions suivantes qui s'inspirent de la loi française du 2 août 1917 :

« ARTICLE PREMIER. — Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende égale au quart de la valeur nominale du titre, celui qui, à dessein de nuire, aura émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui aura retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision. »

» ART. 2. — Les dispositions légales relatives aux circonstances atténuantes sont applicables au délit prévu à l'article 1^{er} de la présente loi.

La peine comminée par l'article 1^{er} est sévère. Elle doit l'être si l'on veut faire jouir le chèque d'un crédit indispensable.

L'article 2 permet aux tribunaux de tenir compte éventuellement de circonstances atténuantes et de réduire considérablement la peine.

Les textes n'ont pas besoin de longs commentaires.

Celui qui émettra un chèque sans provision préalable et disponible commettra sciemment et volontairement une action que la loi punit. La criminalité de son acte résultera du fait même de l'émission du chèque non provisionné.

Plus coupable encore sera celui qui, après avoir émis un chèque provisionné retirera la provision avant que le béné-

ficiaire du chèque n'en ait encaissé le montant.

Il est donc inutile d'ajouter dans le texte un mot qui, pour l'existence du délit, rappelle la nécessité du dol général. (Voir HAUS, *Principes généraux du Droit pénal*, tome I, nos 289 et 290.) Mais, pour que la culpabilité existe, il semble qu'il faille exiger de la part de l'agent l'intention de porter préjudice à autrui, de nuire à la personne, individuelle ou collective, au détriment de laquelle il poursuivra son projet. Cette condition du délit, les mots « à dessein de nuire » l'indiquent. (HAUS, *cité*, I, pp. 214-215, nos 296-297.)

Sans doute, celui qui émet un chèque sans provision ou qui retire la provision après la création du chèque sait que cet acte nuira à autrui, soit au banquier si celui-ci paie nonobstant l'absence de provision, soit au porteur du chèque si le banquier n'en solde pas le montant. Ce n'est pas, néanmoins, ce préjudice que le créateur du chèque a directement et principalement en vue; son but immédiat est de s'enrichir aux dépens d'autrui. La loi doit donc indiquer dans son texte, la nécessité de nuire, qui, exceptionnellement, pourra ne pas se rencontrer. Si, par exemple, l'émetteur du chèque escomptant des recettes prochaines ou même le crédit dont il jouit chez son banquier, est en droit de prévoir, à très brève échéance, la possibilité de régulariser sa situation, soit vis-à-vis du banquier, soit à l'égard du tiers porteur du chèque, sa volonté de s'enrichir aux dépens d'autrui n'existerait pas; il convient de lui laisser la faculté de prouver cette circonstance qui, établie, serait élisive de l'intention de nuire et par suite du délit.

Nous ne nous attarderons pas à justifier l'importance économique des paiements par chèque. Nous constaterons simplement que leur développement n'a pas encore dans notre pays l'ampleur souhaitable, à cause précisément de la confiance insuffisante en un titre dont l'emploi ne peut se généraliser que s'il

présente une sécurité comparable à celle qu'offre le billet de la Banque Nationale.

C'est à cause de l'état de notre législation qu'on constate des pratiques invraisemblables à l'époque actuelle. Dans les bourses de fonds publics, par exemple, on liquide encore les opérations par la remise de billets de banque se chiffant journellement par de nombreux millions, avec tous les risques de vol et de perte qui s'attachent au transport de la monnaie. Aux liquidations de quinzaine, c'est par « briques » de 500,000 francs jetées de guichet en guichet que se règlent les comptes entre boursiers. Que de dangers dans ce mode suranné de paiement et que de pertes de temps pour ceux qui en usent, alors que le chèque, circulant sans frais et sans risques, entrant dans la comptabilité des banques, constituerait un instrument de paiement aussi facile qu'économique.

Dans les banques — et le public s'en plaint à bon droit — on doit en général attendre un temps assez long avant de recevoir le montant d'un chèque présenté à l'encaissement. Ceci provient apparemment de ce que les banques vérifient, préalablement au paiement, l'existence de la provision au compte du tireur. Si le chèque était mieux garanti, le paiement pourrait s'opérer immédiatement, à la simple présentation, comme cela se passe dans les banques anglaises.

A ces observations, d'ordre particulier, viennent s'ajouter les considérations d'intérêt général relatives, d'une part, à la foi due aux engagements qui interviennent pour une si grande part dans la vie économique et sociale, qu'il importe de voir troubler le moins possible; d'autre part, à l'utilité de ménager notre circulation fiduciaire, afin que celle-ci présente un maximum d'élasticité pour un minimum de volume.

En donnant l'efficacité et la sécurité désirables à l'instrument de paiement qu'est le chèque, nous ne pourrions qu'influencer favorablement la situation monétaire et économique du pays.

ARM. HUYSMANS.

Proposition de Loi réprimant pénalement l'émission de chèques sans provision.

ARTICLE PREMIER.

Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende égale au quart de la valeur nominale du titre, celui qui, à dessein de nuire, aura émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui aura retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision.

ART. 2.

Les dispositions légales relatives aux circonstances atténuantes sont applicables au délit prévu à l'article 1^{er} de la présente loi.

ARM. HUYSMANS.
A. LIGY.
J. SEELIGER.

Wetsvoorstel tot bestraffing van uitgifte van checks zonder dekking.

EERSTE ARTIKEL.

Met gevangenisstraf van twee maand tot twee jaar en met geldboete gelijk aan het vierde van de nominale waarde van den titel wordt gestraft degene die, met kwaadwillig opzet, een check uitgeeft zonder voorafgaande en beschikbare dekking of die, na de uitgifte, de dekking geheel of gedeeltelijk afhaalt.

ART. 2.

De wetsbepalingen betreffende de verzachtende omstandigheden zijn van toepassing op het delict voorzien bij het eerste artikel dezer wet.

(6)

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 30 NOVEMBER 1927

Wetsontwerp tot bestraffing van uitgifte van checks zonder dekking.

TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De check door de *Pandectes* omschreven als : « un titre à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles » is, in onze economische en financieele inrichting, een meer en meer benuttigd betaalmiddel geworden.

Derhalve heeft de wetgever zich herhaaldelijk daarmee onledig gehouden. Steeds lag het in zijne bedoeling het nut van de check te bevorderen en haar zekerheid te waarborgen.

Werden te dien einde gestemd :

1^o De wet van 20 Juni 1873 die de kenmerkende bestanddeelen bepaalt, de regels vaststelt die ten aanzien van de check gelden en hare fiscale vrijstelling uitvaardigt;

2^o De wet van 31 Mei 1919 die de gekruiste check invoert, in de risico's van verlies en diefstal voorziet en aan het check-verkeer meer veiligheid geeft;

3^o Bovendien heeft de Commissie ingesteld op 9 Februari 1909 door den heer De Lantsheere, Minister van Justitie, en eerst voorgezeten door den heer Beernaert, Minister van State, vervolgens door den heer Van Iseghem, eerste-voorzitter bij het Hof van Cassatie, een wetsontwerp voorbereid dat de heer Carton de Wiart, Minister van Justitie, op 4 Mei 1914 bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ter tafel

legde. Dit voorstel, dat een codificeering was van de wetsbepalingen betreffende de check, werd vooralsnog niet door de wetgevende Kamers in behandeling genomen;

4^o Het Koninklijk besluit van 25 Februari 1913 dat den dienst der post-checks instelt;

5^o De wet van 28 Augustus 1921 houdende invoering van nieuwe fiscale inkomsten, die, in hare artikelen 28, 29, 30, hetzij evenredig, hetzij vast zegelrecht heft op de check, die artikel 1 der wet van 20 Juni 1873 van elk zegelrecht had vrijgesteld. Alleen de post-checks blijven vrij van dit recht.

Ziedaar bondig de wetgeving op de checks.

Van nabij bekeken vertoont zij een groote leemte.

Om een volmaakt betaalmiddel te zijn, dienen strafbepalingen aan de check een volledige veiligheid te verzekeren. Alleen artikel 5, lid 2, der wet van 20 Juni 1873, bevat een bepaling daaromtrent. Het bepaalt dat diegene welke, zonder dekking, disponeert, met dezelfde boete wordt gestraft (boete gelijk aan 10 t. h. der op de check vermelde som) onverminderd de toepassing der strafwetten, zoo daartoe termen aanwezig zijn.

Men moet het wel toegeven, deze maatregelen zijn blijkbaar onvoldoende

wanneer men zich tegenover een trekker bevindt die te kwader trouw is.

Zooals het vaststellen de heeren Levy-Morelle en Simont in hunne studie over de check (1) wordt de bedriegelijke intrekking van de check in België ongelukkiglijk in de hand gewerkt door het gemis van strafbepalingen die de doelmatige beteugeling mogelijk maken.

Het gebeurt maar al te vaak, schrijven zij, dat een weinig eerlijk heerschap zich een koopwaar doet afleveren, die hem tegen contante betaling wordt verstrekt, door middel van een check, en dat, eens in het bezit van die koopwaar, hij zich verhaast onmiddellijk de dekking in te trekken, zoo deze in handen van den betrokkene is.

Gewis, zoo hij aan zijn verkooper, een titel, zonder dekking op het oogenblik van de uitgifte, ter betaling heeft gegeven, dan loopt de trekker in theorie gevaar eene geldboete te betalen van 10 t. h. der waarde van de check, louter fiscale boete bepaald bij artikel 5 der wet van 20 Juni 1873 ten laste van dengene die disponeert door middel van een check zonder voorafgaande dekking, met het enkel doel aan de Schatkist degelijke waarborgen te geven tegen de wederrechtelijke verruiming van de vrijstelling van zegel. (Zie verslag. *Pasinomie* 1873, blz. 197, nota 1.)

Doch deze fiscale boete, die overigens ondoeltreffend is wegens de onmogelijkheid waarin zich de fiscus bevindt het gemis van dekking op het oogenblik van het stellen van den titel te bewijzen, hoe zal men den trekker beletten zich daaraan te onttrekken zoo hij werkelijk over gelden beschikt en zoo hij zich er toe bepaalt, na stelling van de check, de dekking voor de betaling bestemd af te halen ?

Niets valt in de praktijk lichter, voor een trekker te kwader trouw, dan onmiddellijk over te gaan tot het afhalen van de dekking, hetzij met terstond een giro of overdracht te gelasten of,

zoo hij met nog meer zekerheid wil te werk gaan, met te gelijker tijd te zijnen bate een check te stellen, die hij zich verhaasten zal te doen incasseeren.

Dezelfde schrijvers doen opmerken dat, in de meeste gevallen, de klacht, die de doordergelijke bedriegelijke terugtrekking benadeelde houder van de check zal indienen, bijna steeds zonder gevolg zal worden geclasseerd. Om welke redenen ?

De wet van 20 Juni 1873 bepaalt in haar artikel 5 dat « de trekker die zonder datum of met een valschen datum disponeert, of die met een tegenbrief den aard van de beschikking wijzigt, strafbaar is met eene geldboete gelijk aan 10 t. h. van de uitgedrukte som. Hij die disponeert zonder voorafgaande dekking loopt dezelfde geldboete op, onverminderd de toepassing der strafwetten zoo daartoe aanleiding bestaat ».

Welke wetsbepalingen worden hier bedoeld ? Eerst en vooral de artikelen 496 en 509 van het Wetboek van Strafrecht. Dit blijkt duidelijk, zoowel uit de voorbereidende werken tot de Fransche wet van 1865, waarvan de Belgische wet van 20 Juni 1873 in vele opzichten de weergave is, alsmede uit de voorbereidende werken tot deze wet. Het opmaken van een check kan bovendien aanleiding geven tot vervolgingen uit hoofde van valsheid in geschriften of misbruik van vertrouwen. (*Pasinomie*, 1873, blz. 197, nota 1; NYPELS en SERVAIS, *Code pénal belge interprété*, art. 509, n° 5.)

Hoogerbedoelde artikelen 496 en 509 luiden als volgt :

« ART. 496. — Al wie, met het doel om zich een zaak toe te eigenen die aan een ander toebehoort, zich fondsen, meubelen, schuldbrieven, kwijschriften, ontheffingen van schuld doet afgeven of afleveren, hetzij door valsche namen of valsche hoedanigheden te gebruiken, hetzij door bedriegelijke handelingen aan te wenden om aan het bestaan van valsche ondernemingen, van een ingebeelde macht of van een ingebeeld

(1) Le Chèque. BRUYLANT, 1923.

crediet te doen gelooven, om hoop op of vrees voor een goeden uitslag, een ongeval of eenige andere hersenschimmige gebeurtenis te verwekken of om op een andere wijze van het vertrouwen of van de lichtgeloovigheid misbruik te maken, wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en met geldboete van 26 tot 300 frank.

» ART. 509. --- Met gevangenisstraf van één maand tot twee jaar en met geldboete van 26 frank tot 3,000 frank wordt gestraft hij die zich fondsen, waarden of ontheffingen van schuld bedriegelijk aanschafft door middel van een wissel getrokken op een persoon die niet bestaat of van wien hij weet dat hij zijn schuldenaar niet is of niet zal zijn op den vervalldag, en die hem niet toegelaten heeft op hem te trekken.»

Om het delict van oplichterij te kenmerken, moet er niet alleen toeëigening zijn van andermans goed, doch nog gebruik, te dien einde, van valsche geschriften of valsche hoedanigheden, of van bedriegelijke handelingen om te doen gelooven in een denkbeeldig crediet.

Rechtspraak en rechtsleer zijn het eens om te erkennen dat onder bedriegelijke handelingen men moet verstaan, niet eenvoudige leugenachtige beweringen zelfs bij geschrift, doch ook een samenstel van valsche beweringen gestaaft door uitwendige en stoffelijke elementen die de waarschijnlijkheid van die beweringen kunnen versterken, en dat om de werkelijkheid van die handelingen te beoordeelen, men bovendien den zin voor vooruitzicht moet in overweging nemen die gewoonlijk den stand kenmerkt waartoe degene behoort die van die handelingen het voorwerp was. (Zie Cass. 1 Mei 1860, *Pasicrisie* 1861, I, 241; 20 October 1868, *ibid.*, 1869, I, 19; *Belgique judiciaire*, 1868, kol. 484; 2 Juli 1872, *Pasicrisie*, 1872, I, 439; NYPELS, Code pénal, t. III, p. 406; NYPELS en SERVAIS, *op. cit.*, art. 496, n^{rs} 21, 22 en 40.

De eenvoudige afhaling van de dekking, zelfs na uitgifte van de check, of de uitgifte daarvan bij gemis van

elke dekking, kan dus niet volstaan om het delict van oplichterij ten aanzien van den trekker te bewijzen. (Zie Cass. franc. (ch. crim.), 30 October 1903, *Pandectes françaises*, 1904, I, 448; Cass. franc., 8 Juni 1912, *Bulletin criminel*, n^r 312.)

De bepalingen van artikel 509 van het Wetboek van Strafrecht, ofschoon blijkbaar van toepassing op het geval waarin de trekker zich op bedriegelijke wijze effecten, waarden (en daaronder moet men koopwaren over het algemeen verstaan) of ontheffingen van schuld zal hebben toegeëigend, met een check zonder dekking uit te geven, zijn slechts van toepassing op het geval waarin de trekker zich bepaalt bij het vastleggen of ontaarden van de dekking, na de trekking, in handen van den betrokkene die nochtans zijn werkelijke schuldenaar is.

Kortom, het gelde hier het een of het ander dezer artikelen, de bepalingen zullen maar in zooverre van toepassing zijn dat het mogelijk is, in den persoon van den trekker, het bedriegelijk oogmerk te bewijzen zich, rechtstreeks of onrechtstreeks, andermans goed toe te eigenen.

Deze beschouwingen, die de heeren Levy-Morelle en Simont zoo uitstekend doen gelden, rechtvaardigen de gepastheid van de bijzondere strafbepalingen. Derhalve stellen wij voor de wetgeving op de checks aan te vullen met de volgende bepalingen die steunen op de Fransche wet van 2 Augustus 1917 :

« EERSTE ARTIKEL. — Met gevangenisstraf van twee maand tot twee jaar en met een geldboete gelijk aan het vierde van de nominale waarde van den titel wordt gestraft degene die, met kwaadwillig opzet, een check uitgeeft zonder voorafgaande en beschikbare dekking of die, na de uitgifte, de dekking geheel of gedeeltelijk terugtrekt.

» ART. 2. — De wetsbepalingen met betrekking tot de verzachtende omstandigheden zijn van toepassing op het

delict voorzien bij het eerste artikel van deze wet. »

De straf, waarmede het eerste artikel dreigt, is streng. Dit moet zij zijn, zoo men aan de check een onmisbaar crediet wil doen toekennen. Artikel 2 geeft aan de rechtbanken de mogelijkheid desnoods rekening te houden met verzachtende omstandigheden en de straf merkelyk te verlichten.

De teksten behoeven geen lang commentaar.

Al wie een check zonder voorafgaande en beschikbare dekking uitgeeft begaat, wetens en willens, eene daad die de wet bestraft. De strafbaarheid van zijne handeling is het gevolg van het feit zelve van de uitgifte van de check zonder dekking.

Schuldiger zal echter degene zijn die, na een gedekte check te hebben uitgegeven, de dekking afhaalt vóór dat de houder het bedrag hebbe gebeurd.

Het is dus nutteloos in den tekst een woord te lasschen dat, voor het bestaan van het delict, het vereischte van algemeen opzet herinnert. (Zie HAUS, *Principes généraux du Droit pénal*, boek I, nrs 289 en 290.) Doch opdat er schuld zij, lijkt het wel dat bij den dader het opzet moet bestaan iemand te benadeelen, schade te berokkenen aan den hetzij individueelen hetzij collectieven persoon, ten nadeele van denwelke hij gevolg geeft aan zijn voornemen. Deze voorwaarde van het delict ligt besloten in de woorden « met kwaadwillig opzet ». (HAUS, *cit.*, I, blz. 214-215, nrs 296-297.)

Gewis, degene die een check zonder dekking uitgeeft of die de dekking afhaalt na de stelling van de check, weet dat deze daad een anderen schade zal berokkenen, hetzij aan den bankier, zoo deze betaalt ondanks het niet voorhanden zijn van een dekking, hetzij aan den houder van de check zoo de bankier het bedrag niet uitbetaalt. Het is echter niet dit nadeel dat de uitgever van de check rechtstreeks en hoofdzakelyk op het oog heeft; zijn onmiddelyk

doel is zich te verrijken ten koste van een ander. De wet moet in haar tekst dus de noodzakelykheid van het nadeel aangeven, wat bij uitzondering wel eens niet zal kunnen voorkomen. Zoo, bij voorbeeld, de uitgever van de check, rekenende op inkomsten of zelfs op zijn crediet bij zijn bankier, berechtigd is eerlang de mogelijkheid te voorzien zijn toestand te regelen, hetzij ten aanzien van den bankier, hetzij ten aanzien van den derde persoon, houder van de check, dan zou het voornemen zich te verrijken ten koste van anderen niet bestaan; men moet hem de gelegenheid laten deze omstandigheid te bewijzen die, eens uitgemaakt, het kwaadwillig opzet, en bij gevolg het delict zou te niet doen.

Wij zullen geen tijd verspillen met het economisch belang van de betalingen door middel van checks te doen uitschijnen. Alleen willen wij vaststellen dat zij in ons land nog niet genoeg verspreid zijn juist doordat er geen genoeg vertrouwen wordt geschonken aan een titel waarvan de benutting slechts algemeen kan worden, zoo hij even veilig is als een biljet van de Nationale Bank.

De toestand van onze wetgeving brengt ongehoorde praktijken aan het licht. In de effecten-beurzen, bij voorbeeld, vereffent men nog de verrichtingen door middel van bankbiljetten die dagelijks in de millicenen loopen, met al de risicos van diefstal en verlies die aan het vervoer van geld zijn verbonden. Bij de veertiendaagsche vereffeningen, worden de rekeningen der beursmannen geregeld door middel van van dikke pakken bankbiljetten van 500,000 frank, die van winket tot winket gaan. Wat gevaar schuilt er niet in dergelyke verouderde wijze van betaling en wat tijdverlies voor hen die daarvan gebruik maken, alswanneer de check, die kosteloos en zonder risico rondgaat, voor de boekhouding der banken een even gemakkelijk als goedkoop betaalmiddel zou zijn.

In de banken — en daarover klaagt

het publiek terecht — moet men over het algemeen tamelijk lang wachten alvorens het bedrag te beuren van een check die ter incasseering wordt aangeboden. Dit is waarschijnlijk te wijten aan het feit dat de banken, alvorens tot betaling over te gaan, onderzoeken of er een dekking voorhanden is op de rekening van den trekker. Ware de check beter gewaarborgd, dan kon de betaling onmiddellijk geschieden, op enkel vertoon, zooals dat in de Engelsche banken gebeurt.

Bij die opmerkingen van bijzonderen aard, komen zich beschouwingen voegen van algemeen belang met betrekking, eenerzijds tot het vertrouwen in de

verbintenissen die voor een zoo groot deel voorkomen in het economisch en sociaal leven, vertrouwen dat men zoo weinig mogelijk aan het wankelen moet brengen, en anderzijds met betrekking tot de nuttige beperking van onzen geldomloop, opdat deze een maximum lenigheid voor een minimum omvang zou opleveren.

Met de noodige doelmatigheid en veiligheid te verzekeren aan het betaalmiddel dat de check heet, kunnen wij niet anders dan den monetair en economischen toestand van het land gunstig beïnvloeden.

ARM. HUYSMANS.

Proposition de Loi réprimant pénalement l'émission de chèques sans provision.

ARTICLE PREMIER.

Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende égale au quart de la valeur nominale du titre, celui qui, à dessein de nuire, aura émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui aura retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision.

ART. 2.

Les dispositions légales relatives aux circonstances atténuantes sont applicables au délit prévu à l'article 1^{er} de la présente loi.

ARM. HUYSMANS.

A. LIGY.

J. SEELIGER.

Wetsvoorstel tot bestraffing van uitgifte van checks zonder dekking.

EERSTE ARTIKEL.

Met gevangenisstraf van twee maand tot twee jaar en met geldboete gelijk aan het vierde van de nominale waarde van den titel wordt gestraft degene die, met kwaadwillig opzet, een check uitgeeft zonder voorafgaande en beschikbare dekking of die, na de uitgifte, de dekking geheel of gedeeltelijk afhaalt.

ART. 2.

De wetsbepalingen betreffende de verzachtende omstandigheden zijn van toepassing op het delict voorzien bij het eerste artikel dezer wet.